



convention déversement MV

CONVENTION RELATIVE A LA RECEPTION SUR SITE DE TRAITEMENT DE MATIERES DE VIDANGE ISSUES DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT AUTONOME

Entre les soussignés :

Tours Métropole Val de Loire, représentée par M. BRIAND son Président ou le Vice-Président agissant en cette qualité et dûment autorisé par la délibération du Conseil métropolitain du 14 mai 2020, d'une part,

Et

La société ORTEC Industrie Agence de Rognac sise Quartier des Gabelles 13340 Rognac dont le siège social est à Parc Pichaury – 550 rue Pierre Berthier 13799 Aix-en-Provence Cedex 3 inscrite au registre du commerce d'Aix-en-Provence sous le n° de SIRET 060 810 396 et représentée par M.BENCIVENNI Cyril en qualité de Directeur d'agence et désignée ci-après par « l'entreprise », d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et administratives de réception des matières de vidange d'origine domestique collectées par l'entreprise sur le site de traitement de la station d'épuration des eaux usées de la Grange David et ceci conformément aux dispositions du schéma départemental d'élimination des matières de vidange en vigueur.

Cette convention est mise en place pour les activités de l'entreprise réalisée sur son antenne ORTEC Industrie de Chinon sise à Avoine (37420)

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DES MATIERES DE VIDANGE D'ORIGINE DOMESTIQUE

Seules sont acceptées les matières de vidange issues de dispositifs d'assainissement non collectif. Ne sont pas acceptés notamment :

- les contenus de séparateurs à hydrocarbures et aires de lavage, dessableur, déshuileur et débourbeur...

- les contenus des bacs à graisse et à féculés (hors dispositifs d'assainissement mono familiaux) et les huiles alimentaires usagées,
- les produits issus du curage de fossés, des ouvrages des réseaux d'assainissement collectif et des ouvrages des réseaux d'eaux pluviales,
- les produits issus d'un prétraitement physico-chimique,
- les produits issus d'un process industriel ou artisanal.

Cette liste n'est pas exhaustive ; en cas de doute sur la qualité du produit, la décision de l'exploitant du site de traitement de revoir ou non le produit considéré l'emporte sur toute autre considération.

Sont susceptibles d'être apportées, les boues issues de stations d'épuration d'assainissement collectif de capacité inférieure à 12 kg de DBO5 par jour (200 équivalents habitants).

Toutes les matières apportées devront l'être dans le cadre du circuit de collecte sans transit, ni regroupement avec un produit d'une autre nature, ni prétraitement, ni stockage intermédiaire en dehors des heures d'ouverture de la station.

ARTICLE 3 – MODALITES D'ACCES ET D'APPORT

Le site de traitement sera accessible à l'entreprise durant les périodes mentionnées en **annexe 1**. Toute modification des périodes d'accès sera notifiée à l'entreprise un mois avant la date d'effet.

L'accès au site de traitement se fera par l'intermédiaire d'installations automatiques.

L'entreprise disposera à cet effet d'un dispositif permettant l'accès au site (badge).

Si le site est opérationnel (voyant vert allumé) l'entreprise s'engage à respecter la procédure de dépotage spécifique du site mentionnée en **annexe 2**.

A chaque dépotage, l'entreprise remet au site de traitement selon les modalités définies en **annexe 2**, un double du bordereau d'identification et de suivi de déchet correspondant aux matières de vidange pompées.

Ce bordereau devra être conforme au modèle indiqué dans l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des vidangeurs. Il devra en outre préciser la date et l'heure de dépotage du déchet à la station d'épuration.

Un protocole de sécurité en application de l'arrêté du 26 avril 1996, sera établi avec l'entreprise.

ARTICLE 4 – MODALITES DE MESURES

Chaque camion devra être pesé, dès son arrivée, sur la bascule située à l'entrée du site de la Grange David ainsi qu'après dépotage. Cette valeur sera retenue pour établir la facturation.

Dans le cas où le matériel de pesage serait défectueux, chaque chauffeur devra, prévenir à l'accueil le personnel d'exploitation et remettre la copie du bon d'enlèvement. Après accord de l'exploitant, il pourra procéder au dépotage.

Sur l'aspect qualitatif, le site de traitement se réserve la possibilité d'effectuer des prélèvements des matières apportées pour vérifier la conformité des déversements.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU SITE DE TRAITEMENT

Le maître d'ouvrage du site de traitement s'engage à recevoir les matières de vidange telles que définies à l'article 2 et selon les modalités mentionnées à l'article 3.

Il s'engage à maintenir le dispositif de réception en bon état de fonctionnement, et de propreté, et en particulier, à garantir la disponibilité en volume correspondant aux caractéristiques de la bache et à la capacité d'acceptation des ouvrages de traitement.

En cas de panne ou d'incident empêchant le fonctionnement du dispositif de réception et/ou de traitement, le site de traitement doit en informer l'entreprise dans les meilleurs délais (téléphone, fax, mail, etc...).

Dans le cas d'intervention programmable (maintenance, travaux) le site de traitement doit en informer au préalable l'entreprise (dates et durée d'indisponibilité) 15 jours avant le début de l'indisponibilité.

Le site de traitement s'engage à fournir à l'entreprise un (des) dispositif(s) d'accès adapté(s) à l'installation (badge,...) et dédié(s) à un (des)véhicule(s) clairement identifié(s). La fourniture de dispositifs d'accès supplémentaires donnera lieu à une facturation (perte, vol...).

Le site de traitement s'engage également à neutraliser les badges volés ou perdus suite à information de l'entreprise.

Le site de traitement s'engage à retourner les volets du Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) vidangés dûment complétés dans un délai maximum d'un mois suivant le dépotage.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise devra disposer d'un agrément préfectoral en cours de validité.

L'entreprise s'engage à n'apporter que des matières de vidange telles que définies à l'article 2.

Elle s'engage à respecter les modalités d'accès et d'apport telles que définies à l'article 3 et dans les annexes de cette convention et en particulier d'utiliser avec respect les équipements et ouvrages mis à disposition (respect des procédures,...). Un soin particulier sera apporté au maintien en bon état de propreté et de fonctionnement des ouvrages et équipements mis à disposition.

L'entreprise est responsable vis-à-vis du site de traitement du bon usage des équipements et ouvrages auxquels elle a accès et des conséquences de la non-conformité des apports. Dans le cas où la responsabilité serait appelée en garantie de sinistre, l'entreprise doit justifier d'une couverture en responsabilité civile couvrant les capitaux nécessaires par sinistre.

Lors de la signature de la convention, l'entreprise doit justifier de cette couverture en fournissant :

- le K bis
- le récépissé préfectoral de la déclaration effectuée pour l'exercice de l'activité transport par route de déchets (DD et DnD)
- l'attestation d'assurance RC

- le certificat DC7 délivré par les services des impôts
- l'attestation de non condamnation
- la liste des véhicules avec leurs numéros d'immatriculation.

Les cinq premiers points font l'objet d'une mise à jour annuelle dans le courant du premier trimestre, le dernier en fonction des véhicules utilisés dès qu'il y a un changement.

L'entreprise s'engage à utiliser le(s) dispositif(s) d'accès (badge, carte magnétique,...) correspondant au véhicule conformément à la procédure en annexe. En cas de perte ou de vol du dispositif d'accès, l'entreprise s'engage à prévenir le site de traitement de façon à le neutraliser.

ARTICLE 7 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'APPORT ET D'ACCES

Tout déversement imputable à l'entreprise, réalisé en infraction aux dispositions de l'article 2 engagera la responsabilité civile et pénale de l'entreprise, qui devra obligatoirement dans ce cas assurer à ses frais et dans un délai de 48 heures à partir de l'instant où elle sera informée par notification écrite: le pompage, l'évacuation des produits interdits ainsi que le nettoyage ou la remise en état des ouvrages qui auraient été dégradés, par un déversement interdit.

Passé ce délai de 48 heures, la métropole facturera, sans mise en demeure préalable, à l'entreprise le montant des travaux engagés pour pallier les dégâts et le préjudice subi. Les frais d'établissement de la responsabilité seront le cas échéant, également à la charge de l'entreprise contrevenante.

Par ailleurs, des poursuites pénales pourront être engagées à l'encontre de l'entreprise.

Le non respect par l'entreprise des prescriptions en matière d'apport et/ou d'utilisation des équipements et ouvrages pourra entraîner la suppression temporaire ou définitive d'accès au site.

ARTICLE 8 – VOLUME DEVERSE

La capacité totale de traitement ne peut excéder 80 m³/j pour l'ensemble des sociétés autorisées à déverser les matières de vidange.

Au delà de cette capacité, aucune société n'est autorisée à déverser.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT

Le tarif du traitement des matières de vidange sera voté annuellement par le conseil de la métropole

La métropole établira deux fois par an (début juillet et début janvier) un titre de recettes sur la base de tous les bons collectés pendant la période intéressée.

L'entreprise s'acquittera de la somme due dans un délai de 45 jours à compter de l'envoi de la facture.

ARTICLE 10 – CHANGEMENT DU TAUX DE TVA

Si le taux ou assiette des taxes prévues variait entre la date de la présente convention et l'époque du fait générateur de la taxe, il en serait tenu compte lors de la facturation.

ARTICLE 11 – INDISPONIBILITE DE L'OUVRAGE DE DEPOTAGE

L'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas d'indisponibilité des ouvrages à recevoir les matières de vidange.

ARTICLE 12 - CONTESTATIONS

Les contestations ou litiges pouvant intervenir entre les parties quant à l'exécution ou l'interprétation des clauses de la présente convention seront soumis à une tentative de conciliation à l'amiable, avec l'arbitrage d'une commission composée d'un représentant des deux parties, de l'éventuel exploitant du site et du gestionnaire du schéma départemental d'élimination des matières de vidange ; le cas échéant, il pourra être fait appel à une personnalité reconnue, d'un commun accord, en raison de sa compétence professionnelle.

A défaut d'un accord amiable, la contestation sera portée devant le tribunal compétent, soit le tribunal administratif.

ARTICLE 13 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée d'une année reconductible tacitement par période d'un an, ceci sur une durée maximum de cinq ans. Elle peut être dénoncée par l'une des parties six mois au moins avant la fin de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention cesse de plein droit en cas de modification des coordonnées de l'entreprise ou de reprise de son activité par un tiers ou en cas de cessation d'activité.

La convention prend effet au jour de sa signature. Elle annule et remplace toute convention antérieure relative au même sujet.

ARTICLE 14 - AVENANTS

Tout changement dans les clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant après accord des signataires. Cette disposition est sans effet sur les annexes « périodes d'accès » et « procédure de dépotage ».

Fait en 4 exemplaires

A.....
Le.....

Pour l'entreprise

.....

M.....

A...TOURS.....
Le...2.6.JUIN.2020.....

Pour le Président,
Le Vice Président,

.....

M. Bertrand RITOURET



Convention relative à la réception sur site
de traitement de matières de vidange
issues des dispositifs d'assainissement
autonome

ANNEXES

Annexe 1 : périodes d'accès et lieu de dépotage

Annexe 2 : procédure de dépotage (y compris remise des bons d'enlèvement)

ANNEXE 1

1) Lieu de déversement /accès :

Le déversement des matières de vidange s'effectuera exclusivement dans l'ouvrage prévu à cet effet dans l'enceinte de la station d'épuration des eaux usées de la Grange David sauf dispositions contraires.

Les camions autorisés devront accéder à la station d'épuration obligatoirement par l'entrée n°2 dédiée aux traitements des produits extérieurs et devront respecter les règles de signalisation routière.

2) Période d'accès :

Les déversements seront effectués :

- du lundi au vendredi : de 7h30 à 17h15.

ANNEXE 2

PROCOLE DE DEPOTAGE DES MATIERES DE VIDANGE

Les matières de vidanges sont issues exclusivement des dispositifs d'assainissement non collectifs,

Un badge spécifique est attribué pour de dépôt de matières de vidange. **Il faut impérativement, utiliser le même badge du début à la fin du protocole** (bascule, portail, dépotage puis de nouveau, bascule)

Protocole :

1) Arrivée du camion :

- Passage du camion sur la bascule à l'entrée du site de la Grange David à l'aide du badge correspondant aux matières de vidange.
- Entrée par le portail n°2 de la station à l'aide du même badge
- Mise en place du camion en marche arrière face au site de dépotage
- Remettre la copie du bordereau de suivi de déchet.

2) Dépotage :

Pour le dépotage des matières de vidange :

- Vérification que le voyant blanc « installation disponible » est allumé
- Raccordement du tuyau disponible sur place au camion
- Présentation du badge devant le lecteur de badge (sur le côté du coffret électrique) : le voyant vert clignote
- Quand le voyant vert ne clignote plus et que le voyant « autorisation de dépotage » est allumé, la vanne de dépotage du camion peut être ouverte **progressivement**.

Si le voyant rouge « dépotage interdit » s'allume, fermer immédiatement la vanne et attendre de nouveau l'autorisation de dépotage.

A la fin du dépotage, appuyer sur le bouton « fin de dépotage » (**OBLIGATOIRE**). Le voyant vert s'éteint.

En cas de problème, joindre le personnel de permanence au 06.89.10.19.28 ou 06.89.10.19.33 (numéros affichés sur place).

3) Sortie du camion :

- Lorsque le camion se présente devant le portail, celui-ci s'ouvre automatiquement
- A la sortie du site, passage sur la bascule pour pesage du véhicule vide (toujours avoir le même badge).